

REPUBLIQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



**68ème SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

DEBAT GENERAL

DISCOURS

DE SON EXCELLENCE

MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE GABONAISE,

CHEF DE L'ETAT

New York, le 24 Septembre 2013

Vérifier à l'audition

- Excellence Monsieur le Président,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Excellence Monsieur le Secrétaire Général,
- Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de prendre la parole, au nom du Gabon, à cette Soixante-huitième Session ordinaire de notre Assemblée.

- Monsieur le Président,

Je vous félicite chaleureusement pour votre élection à la présidence de cette session. Soyez assuré du soutien du Gabon.

Je salue le travail remarquable de votre prédécesseur, **S.E.M. VUK Jeremic**, qui a présidé la 67^{ème} Session.

Je réitère notre confiance dans l'action multiforme du Secrétaire général, **S.E.M BAN KI-Moon**, et les importantes réformes organisationnelles qu'il met en œuvre.

Je voudrais à nouveau féliciter leurs Excellences Messieurs **Ibrahim Boubacar KEÏTA**, de la République du Mali et **Hassan ROHANI** de la République Islamique d'Iran, pour leur élection.

- Monsieur le Président,

Notre Session s'ouvre dans un contexte marqué par l'attaque terroriste contre un centre commercial de Nairobi, au Kenya, faisant de nombreuses victimes innocentes, y compris des enfants. Cet acte est intolérable et j'exprime ici la plus ferme condamnation de mon pays contre ses auteurs.

J'adresse au nom de mon pays, ainsi qu'au mien propre, nos profondes condoléances aux familles des victimes et au Peuple kenyan. Le Gabon assure le Gouvernement kenyan de son soutien dans cette épreuve.

L'Afrique qui devient une cible du terrorisme doit bénéficier de tout l'appui solidaire de la communauté internationale dans ses efforts de lutte contre cette menace.

- Monsieur le Président,

La pauvreté nourrit les extrémismes à travers le monde et la lutte contre la pauvreté doit rester au cœur de nos politiques. Nos Peuples, en particulier nos jeunes, demandent de nous, plus de progrès socio-économique. Aussi, je me réjouis que cette importante session nous permette de planter le décor de **l'Agenda du développement post 2015** et de réfléchir sur ce qui reste à accomplir des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**.

Les OMD ont constitué un pacte de solidarité mondial pour le progrès socio-économique de nos pays. Je voudrais ici souligner que le Gabon a accompli des progrès considérables dans la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'éducation. Nous avons considérablement réduit la mortalité infantile et maternelle, la prévalence du VIH/SIDA, de même que la létalité du paludisme. Enfin, nous avons renforcé la participation des femmes à la vie politique et économique du pays.

En dépit des efforts fournis par nos Etats, force est de reconnaître que certains OMD ne se réaliseront pas comme prévu, surtout en raison des engagements non-tenus, et de la diminution des financements.

De ce retard, le Gabon tire deux principaux enseignements : l'importance de renforcer la gouvernance ; et la nécessité d'efforts supplémentaires dans l'éducation et la santé pour rendre la croissance plus équitable et inclusive.

▪ **Monsieur le Président,**

A l'entame de notre réflexion sur l'Agenda du Développement post 2015, je tiens à relever que le Gabon souhaite un Agenda post 2015 qui :

- Accorde une attention aux priorités de l'Afrique ;
- Intègre les OMD non réalisés dans les futurs Objectifs du Développement Durable (ODD) ;
- Et qui prend en compte des questions spécifiques telles que l'énergie, l'accès à l'eau potable, l'agriculture durable.

Par ailleurs, nous souhaitons un agenda reposant sur un cadre de financement prévisible, qui associe les financements publics et privés, ainsi que les financements innovants et les partenariats globaux.

Cet agenda doit stimuler l'investissement direct et améliorer notre part du commerce international. Il doit favoriser la transformation de nos économies, en vue d'une croissance durable et inclusive.

Cette optique m'a amené, en tant que Président en exercice de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, à proposer à mes pairs, qui l'ont accepté, la création d'un Fonds à hauteur de deux cent millions US \$ (200.000.000) pour la formation et l'emploi des jeunes, dénommé « **Train my Generation** ». L'objectif de cette initiative est de favoriser le rôle des jeunes dans le développement de nos pays.

Dans le même esprit, lors du 5^{ème}TICAD, j'ai proposé à mes pairs que, d'ici 2020, l'Afrique puisse transformer ses matières premières avant de les exporter. Par cette approche le Gabon transforme déjà 40% de son bois localement, doublant ainsi l'emploi dans cette filière.

Dans le contexte de l'Agenda 2015, il sera important de mieux évaluer et suivre les progrès des pays. A cet effet, le Gabon propose un Indice de développement durable qui combinerait l'Indice de Développement Humain (IDH) et l'empreinte écologique des pays.

▪ **Monsieur le Président,**

Notre quête du développement durable nécessite inévitablement un accord contraignant sur le climat. Nos meilleurs experts mondiaux ne cessent d'attirer notre attention sur le réchauffement de la planète. L'existence même de certains Etats est menacée. Force est de constater que nous restons encore prisonniers de nos intérêts et du climato-scepticisme.

Le Gabon, pour sa part, assume ses responsabilités, en mettant en place des mesures telles que notre Plan d'affectation des terres ou notre Plan climat.

Pouvons-nous progresser vers un accord post-Kyoto en 2015, par des mesures fortes et courageuses, dans l'intérêt de nos générations futures ? Cette question doit nous interpeller davantage. C'est pourquoi je soutiens l'initiative du Secrétaire général d'organiser en 2014 un sommet sur le climat.

▪ **Monsieur le Président,**

A côté du climat, la biodiversité est menacée par le braconnage et le commerce illicite des espèces protégées. Les éléphants et les rhinocéros sont plus menacés à cause du commerce illicite de leur ivoire et de leur corne.

Ce phénomène devient un défi écologique et économique ; un crime transnational ; et une menace à la sécurité de nos Etats.

C'est ainsi qu'avec l'Allemagne et d'autres Etats, nous avons initié une réflexion sur cette question. En marge de nos travaux, nous tiendrons, le 26 septembre, ici aux Nations Unies, un événement parallèle avec pour objectif la mobilisation sur cette question.

Nous serions honorés de votre présence et de vos contributions au cours de cette discussion.

J'appelle les Nations Unies à intégrer cette question dans la coopération avec l'Union Africaine. En mai dernier à Marrakech, j'ai proposé la création, au sein de la Banque Africaine de Développement, d'un fonds spécial qui aiderait au renforcement des capacités africaines et à d'autres actions.

▪ **Monsieur le Président,**

Le développement durable doit en définitive aller de pair avec la bonne gouvernance, l'égalité et l'accès à la justice, la protection des droits de l'Homme et la démocratie.

Au Gabon, nous œuvrons ardemment à la consolidation de ces facteurs, avec toutes les forces vives de la nation. Nous avons désormais introduit la gestion des données biométriques, pour renforcer la transparence des élections, et consolider ainsi la démocratie.

En outre, notre mandat actuel au **Conseil des Droits de l'Homme** répond à nos engagements, notamment en ce qui concerne la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants.

En cette année anniversaire de la Déclaration de Vienne, le Gabon s'impliquera dans la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la lutte contre le racisme, la haine et la violence dans le monde.

C'est fort de ces engagements que le Gabon est candidat à la Présidence du Conseil des droits de l'Homme pour l'exercice 2014.

▪ **Monsieur le Président,**

L'Afrique suscite plus d'espoir sur son avenir. Mais pour qu'il se réalise sur tout le continent l'Afrique doit pouvoir résoudre les crises qui entravent son développement. Permettez-moi d'évoquer certaines situations de crises :

En République Démocratique du Congo, le Gabon reste préoccupé par les affrontements dans l'Est du pays dont les femmes et les enfants payent un lourd tribut.

Nous saluons les efforts additionnels déployés par l'ONU en vue de l'application de la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité, et des engagements pris par les partis à l'Accord cadre. L'ensemble des pays des Grands Lacs devrait soutenir les efforts de l'ONU.

Nous encourageons aussi les efforts que le Gouvernement met en œuvre en vue de la tenue des prochaines élections.

En République Centrafricaine, le Gabon soutient la transition à laquelle nous avons œuvrée avec les Etats de la CEEAC. Il est souhaitable que les différents protagonistes adhèrent strictement au cadre de la transition.

Toutefois, je reste préoccupé par la situation humanitaire et sécuritaire, y compris la reprise des activités de la LRA.

Par ailleurs, je me félicite de l'action de l'Union Africaine pour la mise en place la MISCA, qui prendra le relais de la MICOPAX. Le Gabon appelle à une mobilisation pour la constitution des effectifs de cette mission. Je suis gré aux pays comme la France qui soutiennent les efforts de la sous-région pour ramener la paix en RCA.

Au **Mali**, au temps fort de la crise, le Gabon a répondu à l'appel de l'Union Africaine, et contribué au fonds mis en place pour soutenir ses efforts dans ce pays.

Nous saluons l'évolution politique positive du pays, marquée par la bonne tenue de l'élection présidentielle, et le choix du Peuple malien sur la personne de **Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA**.

Je voudrais lui réitérer tous mes vœux de réussite ; et j'appelle la communauté internationale à soutenir la reconstruction du Mali.

Pour ce qui est du **Sahara occidental**, le Gabon se félicite des efforts de dialogue et de négociations déployés par notre organisation.

Mon pays tient à réitérer son soutien à l'initiative marocaine qui nous paraît être une proposition courageuse et réaliste susceptible d'aboutir à un règlement durable.

Nous appelons les différentes parties à se retrouver autour de compromis constructifs et dynamiques, dont les résultats seront bénéfiques à l'unité de l'Afrique.

▪ **Monsieur le Président,**

L'Afrique doit pouvoir répondre aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité que sont le crime transnational, le trafic et la circulation illicite des armes légères ainsi que la piraterie dans le Golfe de Guinée à laquelle la côte atlantique africaine fait face aujourd'hui.

Nous avons adopté une stratégie de lutte contre cette menace, suite au Sommet que les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont tenu en juin dernier à Yaoundé.

Le Gabon est disposé à apporter sa contribution aux mesures adoptées lors de ce Sommet.

Je me félicite d'ailleurs de l'attention que le Conseil de Sécurité porte sur l'examen de ce problème, notamment à travers sa Résolution 2018.

L'Afrique ne peut faire face toute seule à tous ces défis à la paix et à la sécurité. Ses efforts doivent être soutenus davantage, car la déstabilisation de l'Afrique aura des implications pour d'autres régions.

Je remercie nos partenaires, notamment la France, le Japon, l'Allemagne, les Etats Unis, les Nations Unies et l'Union européenne pour leurs contributions significatives dans cet effort.

Il est important que l'ONU continue de renforcer sa coopération avec les organisations régionales africaines face à ces nouvelles menaces. Par ailleurs, nous devons veiller à l'application du **Traité sur le commerce des armes classiques**, premier instrument juridique contraignant que l'Assemblée générale a adopté en mai dernier.

▪ **Monsieur le Président,**

Dans un monde toujours secoué par des tensions et des crises, nous devons continuer à œuvrer pour que notre organisation remplisse mieux son mandat en matière de paix, de sécurité internationale.

L'accent doit être mis notamment sur la prévention des conflits, tout en soutenant les efforts de résolution pacifique de ceux qui surgissent.

La crise en **Syrie** a déjà causé de nombreuses victimes, et a connu une escalade avec l'utilisation inacceptable d'armes chimiques.

Nous condamnons fermement l'utilisation de ces armes, et le Gabon appelle à la destruction de tous les arsenaux chimiques dans le monde. Aux fins de l'enquête que mènent les inspecteurs des Nations Unies en Syrie, nous demandons aux parties de coopérer pleinement. Par ailleurs, le Gabon soutient tous les efforts diplomatiques en faveur d'un processus politique permettant une sortie de crise. Le Conseil de Sécurité devrait prendre des mesures au cas où ses efforts seraient entravés.

S'agissant de la **Palestine et Israël**, la perspective de la reprise des pourparlers, sous l'impulsion des Etats Unis, mérite d'être saluée. Le Gabon soutient toujours la vision largement partagée de deux Etats viables, Israël et la Palestine, vivant dans la sécurité et le respect mutuel, à l'intérieur de frontières reconnues.

Quant à l'embargo contre **Cuba**, le Gabon réitère sa position en faveur de sa levée, en raison de son impact négatif sur le bien-être de la population.

Monsieur le Président,

Nous avons l'obligation de transformer nos institutions internationales afin de les rendre plus aptes à répondre aux défis actuels. La réforme du Conseil de Sécurité, le renforcement du rôle et de l'autorité de l'Assemblée générale, la réforme du Conseil économique et social, sont tous souhaitables.

Assumer cette obligation, dans l'esprit de notre charte, est essentiel pour notre avenir commun. Assurer cet avenir appelle notre responsabilité partagée, qui même différenciée, doit nous amener à agir dans le sens du bien-être de l'humanité.

Fort de ces convictions, le Gabon restera engagé au sein de notre organisation, pour continuer à œuvrer en faveur de la paix et du développement, qui est aussi au cœur de la vision que j'ai proposée pour l'avenir de mon pays; un avenir que je souhaite pour tous.

Je vous remercie.